



Isabel Allende « La vie des travailleurs doit enfin être prise au sérieux »

Par [L. G.](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 14 octobre 2010

[L'Humanité](#) 14 octobre 2010

Isabel Allende, sénatrice socialiste de la région d'Atacama

On dénombre près de 4 000 exploitations minières au Chili, de cuivre surtout. Toutes aussi dangereuses que San José ?

Isabel Allende. En matière de sécurité, la situation des mines est souvent liée à leur taille. Il existe de grandes entreprises minières, comme le géant public Codelco, qui disposent de ressources importantes et investissent dans la sécurité. Dans ces exploitations, il y a des syndicats, des négociations collectives, de bonnes conditions de travail, des plans de santé et des salaires enviés par beaucoup de Chiliens. Mais le pays compte aussi des mines moyennes, comme San José, qui n'investissent pas dans la sécurité et sont prêtes à mettre en danger la vie des travailleurs pour faire plus de bénéfices. Dans les petites mines, la situation est encore pire. Les « pirquineros » - les mineurs indépendants - travaillent de manière artisanale et sont très peu protégés.

Et le Service national de géologie et des mines, Sernageomin, chargé d'inspecter les exploitations, contrôle peu...

Isabel Allende. Dans la région d'Atacama, il n'y a que deux inspecteurs pour près de 2 000 mines. C'est impensable ! L'État doit investir plus dans ces contrôles, il doit doter Sernageomin de moyens supplémentaires et soutenir les petites mines. Mais il faut aussi que les entrepreneurs aient une conscience sociale. Car on ne peut pas mettre un inspecteur ou un policier dans chaque mine.

Le drame de San José permettra-t-il d'aller dans ce sens ?

Isabel Allende. Pour le moment, tout le monde est concentré sur le sauvetage, mais deux enquêtes, l'une parlementaire, l'autre judiciaire, sont déjà en cours. Le président a annoncé une augmentation du budget de Sernageomin en 2011 et plus d'inspecteurs. J'espère qu'il tiendra parole. En tant qu'élus, nous allons passer au peigne fin la législation pour voir comment faire pour, non seulement, augmenter les moyens et multiplier les inspections, mais aussi former les travailleurs et générer plus de conscience. J'espère que les leçons de ce drame seront tirées. Que les citoyens n'oublieront pas et feront pression sur le ministre des Mines et le gouvernement, car l'intérêt médiatique est éphémère. Il est temps que les entrepreneurs prennent au sérieux la vie de leurs travailleurs.

Entretien réalisé par L. G.

Articles Par : [L. G.](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca